

Sidetrade

Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

ERNST & YOUNG et Autres



Sidetrade

Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Sidetrade,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Sidetrade relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ Comptabilisation des frais de développement et du chiffre d'affaires

La note 6 de l'annexe des comptes consolidés expose les règles et les méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement et à la reconnaissance du chiffre d'affaires. Dans le cadre de notre appréciation des règles et des méthodes comptables suivies par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans la note de l'annexe et leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;



- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 29 avril 2019

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in dark red ink, consisting of a large, stylized 'P' with a horizontal line through it and a vertical line extending downwards from the left side.

Jean-Christophe Pernet

Rapport annuel

Groupe SIDETRADE

Siège social : 114, rue Gallieni

92100 Boulogne-Billancourt

Comptes consolidés au 31 décembre 2018



Table des matières

États financiers	3
1. Bilan consolidé.....	3
Compte de résultat consolidé	5
2. Tableau de flux de trésorerie consolidé.....	7
Présentation du groupe et faits marquants de l'exercice	8
3. Principes généraux	9
4. Définition du périmètre de consolidation.....	9
5. Variation du périmètre de consolidation	9
6. Règles et méthodes comptables	10
Notes annexes sur les postes du bilan	13
1. Détail des écarts d'acquisition.....	13
2. Immobilisations incorporelles et corporelles	14
3. Immobilisations financières	15
4. Clients et comptes rattachés	15
5. Autres créances.....	16
6. Trésorerie nette	16
7. Charges constatées d'avance	17
8. Variation des capitaux propres consolidés	17
9. Avances conditionnées	18
10. Provisions pour risques et charges.....	18
11. Dettes financières	19
12. Dettes fournisseurs	19
13. Dettes fiscales et sociales	20
14. Autres dettes.....	20
15. Charges à payer	20
Notes annexes sur les postes du compte de résultat	21
16. Chiffre d'affaires	21
17. Autres produits d'exploitation	21
18. Impôts et taxes.....	21
19. Charges de personnel.....	22
20. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions.....	22
21. Résultat financier	23
22. Résultat exceptionnel.....	23
23. Frais de recherche et frais de développement.....	23
24. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts.....	24
Autres Informations	25
25. Effectifs.....	25
26. Engagements hors-bilan	25
27. Rémunérations des commissaires aux comptes.....	25
28. Rémunération des dirigeants.....	26
29. Engagements relatifs aux emprunts bancaires	26
30. Engagements relatifs aux compléments de prix	26
31. Résultat de base par action.....	26
32. Information sur les comptes sociaux des filiales	27

États financiers

1. Bilan consolidé

Bilan actif consolidé (en euros)	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	31/12/2018	31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
Ecart d'acquisition	9 717 574	(820 415)	8 897 159	8 530 383
Frais de développement	2 860 758	(2 490 756)	370 002	373 335
Concessions, brevets et droits similaires, brevets,	312 835	(284 814)	28 021	30 806
Frais d'établissement	30 000	(30 000)		
Immobilisations incorporelles	12 921 167	(3 625 985)	9 295 182	8 934 524
Terrains				
Constructions	26 543	(26 508)	36	515
Installations techniques, matériel & outillage	48 703	(36 411)	12 292	32 154
Autres immobilisations corporelles	2 237 488	(1 503 361)	734 127	682 743
Immobilisations corporelles	2 312 734	(1 566 280)	746 455	715 409
Titres de participation				
Prêts	236 340		236 340	211 080
Dépôts et cautionnements versés	349 250		349 250	360 342
Autres créances immobilisées	113 182		113 182	224 625
Immobilisations financières	698 773		698 773	796 048
Actif immobilisé	15 932 674	(5 192 264)	10 740 410	10 445 981
Stocks et en-cours				
Clients et comptes rattachés - courant	8 311 064	(795 419)	7 515 645	5 868 762
Clients et comptes rattachés	8 311 064	(795 419)	7 515 645	5 868 762
Autres créances et comptes de régularisation	4 989 836		4 989 836	2 655 962
VMP - Equivalents de trésorerie	730 100		730 100	987 332
Disponibilités	4 729 375		4 729 375	5 018 585
Disponibilités et divers	5 459 475		5 459 475	6 005 916
Charges constatées d'avance	561 849		561 849	371 260
Actif circulant	19 322 224	(795 419)	18 526 805	14 901 901
Total Actif	35 254 898	(5 987 683)	29 267 216	25 347 882

Bilan passif consolidé (en euros)	31/12/2018	31/12/2017
Capital	1 402 881	1 389 814
Primes liées au capital	4 973 447	4 986 347
Ecart de réévaluation		(19 532)
Réserves consolidées	9 101 408	6 702 381
Auto-contrôle	(2 659 290)	(3 023 030)
Résultat net	2 177 007	2 001 643
Subv. d'investissement nettes		
Provisions réglementées		
Total des capitaux propres	14 995 454	12 037 622
Avances conditionnées	999 234	1 090 000
Autres fonds propres	999 234	1 090 000
Provisions pour risques	781 812	589 887
Provisions pour pensions et retraites	147 413	106 997
Provisions pour charges		51 277
Provisions pour risques et charges	929 225	748 161
Intérêts courus non échus - passif		75
Emprunts auprès des établissements de crédit	655	1 342
Emprunts et dettes financières diverses	390 000	435 000
Dépôts et cautionnements reçus	3 229	3 229
Dettes financières	393 884	439 646
Avances et acomptes sur commandes	2 029	24 704
Fournisseurs et comptes rattachés	2 188 379	2 413 585
Dettes fiscales et sociales	3 491 614	2 978 905
Autres dettes	855 491	1 786 755
Dettes diverses	6 535 484	7 179 245
Produits constatés d'avance	5 411 906	3 828 504
Total Passif	29 267 216	25 347 882

Compte de résultat consolidé

Compte de résultat (en euros)	2018	2017
Chiffre d'affaires	24 067 982	21 627 873
Production stockée		
Production immobilisée	200 000	230 000
Subventions d'exploitation	1 941 265	1 544 334
Reprise sur provisions d'exploitation, transferts de charges d'exploitation	818 987	1 324 588
Autres produits	2 242 360	2 416 482
Autres produits d'exploitation	5 202 612	5 515 404
Produits d'exploitation	29 270 594	27 143 277
Achats de marchandises		
Variation stocks de marchandises		
Achat m.p., fournit. & aut. appro.		
Var. stocks mp, fournit. & autres appro.		
Autres achats et charges externes	- 9 035 546	- 8 212 728
Charges externes	- 9 035 546	- 8 212 728
Impôts et taxes	- 329 440	- 301 495
Rémunérations du personnel	- 12 255 460	- 10 886 316
Charges sociales	- 4 034 880	- 3 319 104
Charges de personnel	- 16 290 340	- 14 205 420
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	- 211 042	- 422 319
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	- 307 431	- 33 963
Dot. aux provisions d'exploitation	- 207 066	- 225 000
Dot/Prov. engagements de retraite	- 40 416	30 898
Dotations pour dépr. des actifs circulants	- 499 541	- 1 539 481
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	- 1 265 496	- 2 189 865
Autres charges non courantes	1	- 101 682
Charges d'exploitation	- 26 920 821	- 25 011 190
Résultat d'exploitation	2 349 773	2 132 087

	2018		2017
Résultat d'exploitation	2 349 773		2 132 087
Reprise sur provisions et transferts de charge	4 513		16 944
Gains de change sur opérations financières	25 081	-	3 759
Autres produits financiers	2 087		471
Produits financiers	31 680		13 656
Charges d'intérêts	-	15 081	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	3 496	-
Différences négatives de change	-	56 645	-
Dot. dépr. sur actifs financiers	-	2 583	-
Charges financières	-	77 805	-
Résultat financier	-	46 125	-
Résultat courant des entreprises intégrées	2 303 648		2 064 148
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			89 293
Produits exceptionnels sur opérations en capital			
Rep. sur provisions et transferts de charges			5 178
Produits exceptionnels		-	94 471
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	-	163 767	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-		-
Dotations pour dépréciations	-		-
Charges exceptionnelles	-	163 767	-
Résultat exceptionnel	-	163 767	-
Impôts différés		255 924	104 448
Impôt sur les bénéfices	-	218 799	-
Impôts sur les résultats		37 125	-
Résultat net des entreprises intégrées	2 177 007		2 001 643
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence			
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 177 007		2 001 643
Intérêts minoritaires			
Résultat net (part du groupe)	2 177 007		2 001 643
Résultat net (Part du groupe)	2 177 007		2 001 643
Résultat par action	1,556		1,443
Résultat dilué par action	1,521		1,412

2. Tableau de flux de trésorerie consolidé

Le Tableau des flux de trésorerie intègre une incidence de variation de périmètre pour 1 200 K€ correspondant au paiement du complément de prix 2017 d'Iko System et de Bright Target.

Tableau de flux de trésorerie consolidé (en K€)	2 018	2 017
Résultat net total des entités consolidées	2 177	2 002
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	641	880
Variation de l'impôt différé	(256)	50
Éléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur		
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs		
Autres prod. et chges sans incidence trésorerie		132
Marge brute d'autofinancement	2 562	3 064
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(1 702)	(1 937)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	859	1 127
Acquisitions d'immobilisations	(978)	(598)
Cessions d'immobilisations		
Réduction des autres immobilisations financières	132	
Incidence des variations de périmètre	(1 200)	(1 137)
Variation nette des placements à court terme		
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(2 047)	(1 735)
Emissions d'emprunts		
Émissions d'emprunts	54	
Remboursements d'emprunts	(191)	(2)
Cessions (acq.) nettes d'actions propres	778	(591)
Variation nette des concours bancaires	(0)	
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)	642	(593)
Variation de change sur la trésorerie (IV)	(1)	
Variation de change sur autres postes du bilan		
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE	(1)	
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(546)	(1 201)
Trésorerie : ouverture	6 006	7 206
Trésorerie : ouverture	6 006	7 206
Trésorerie : cor. à-nouv. / reclass. / Chg méthode / Juste valeur		
Trésorerie : clôture	5 459	6 006

Présentation du groupe et faits marquants de l'exercice

Le chiffre d'affaires de Sidetrade s'élève à 24,1 M€ en 2018, et affiche une nouvelle fois une croissance à deux chiffres, à 11% par rapport à la même période en 2017. Une progression qui valide le plan de marche suivi en 2018

Le groupe Sidetrade a fusionné trois technologies issues des acquisitions pour créer une plateforme unique d'Intelligence Artificielle 'Sales & Marketing'. Ce virage stratégique a pour ambition de démocratiser l'usage de l'Intelligence Artificielle pour les entreprises sur l'intégralité de leur cycle clients.

Au terme de cette mutation, Sidetrade a enrichi son offre commerciale à l'ensemble du cycle client avec :

- AI Sales & Marketing (pour les Directions commerciales et marketing)

Ces solutions utilisent l'IA pour accroître l'acquisition de nouveaux clients, identifier des opportunités de ventes additionnelles sur les clients existants et prédire les clients qui ont la plus grande probabilité de résilier.

- AI Financials (pour les Directions financières)

Ces solutions utilisent l'IA pour réduire les retards de paiement, anticiper les comportements de paiement, gérer le risque de crédit, accélérer la résolution de litiges, générer plus de cash additionnel et améliorer la satisfaction client.

Sur 2018, les solutions IA Sales & Marketing réalisent une performance remarquable avec un chiffre d'affaires s'élevant à près de 4 M€ (+46%) sur la période.

Cette montée en puissance atteste de la pertinence du nouveau positionnement de Sidetrade auprès d'entreprises issues de secteurs variés et dans tous les pays,

L'activité AI Sales & Marketing confirme son rôle de moteur de croissance durable et solide, et représente 50% des nouveaux contrats sur l'exercice. Cette performance témoigne de l'attractivité forte de cette offre, et valide le choix stratégique de faire converger les trois technologies sur lesquelles elle s'appuie.

L'activité historique Financials s'élève à 20,3M€, en hausse de 7% compte-tenu d'un effet de base plus contributif au chiffre d'affaires.

Sidetrade annonce l'arrêt des Services BtoC (externalisation du recouvrement auprès de particuliers), activité initiée en 2015, devenue non stratégique dans le nouveau positionnement de Sidetrade, centré sur une offre intégrée en Intelligence Artificielle dédiée à la relation clients en BtoB.

Opérée depuis son centre de services partagés à Dublin, cette activité a représenté 2 M€ de chiffre d'affaires en 2018. Son arrêt progressif sur le quatrième trimestre 2018 a été anticipé en termes de ressources, et son impact sera négligeable sur la marge du prochain exercice.

L'évolution du mix-produit valide la stratégie d'acquisitions, l'expertise de la R&D du groupe à intégrer de nouvelles technologies ainsi que la capacité de la force de vente à commercialiser l'ensemble de l'offre. Compte tenu de cette excellente dynamique, le groupe entend rester offensif sur le renforcement des équipes commerciales pour prendre de l'avance sur le marché de l'Intelligence Artificielle.

Faits marquants de l'exercice

Le Résultat d'Exploitation du groupe ressort à 2.3 M€ sur 2018, contre 2.1 M€ en 2017 en hausse de 10%.

Le Résultat d'Exploitation intègre notamment un Crédit d'Impôt Recherche de 1.9 M€ (Vs 1.5 M€ en 2017) ainsi qu'une activation des frais de R&D de 0,2 M€ (identique à 2017).

Le Résultat Net s'élève à 2.1 M€ en progression de +9%.

Le groupe Sidetrade affiche une structure financière solide avec une trésorerie de 5,4 M€ au 31 décembre 2018 et un endettement quasi nul (0,4 M€).

Pour mémoire, le groupe détient également 76 180 actions en propre pour une valeur estimée au 31 décembre 2018 de 3.8 M€.

Événements postérieurs à la clôture

Sidetrade SA fait l'objet d'une vérification fiscale au titre des exercices 2015, 2016 et 2017.

Le contrôle est en cours : aucune proposition de rectification n'a été indiquée à ce stade par l'administration fiscale au 31 décembre 2018.

Méthodes et principes de consolidation

3. Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant les principes comptables français édictés par la loi n°85.11 du 3 janvier 1985 et son décret d'application n°86.221 du 17 février 1986, ainsi que par le règlement du CRC n° 99-02 du 22 juin 1999, modifié par le règlement du CRC n° 2005-10 du 3 novembre 2005.

L'exercice clos le 31/12/2018 a une durée de 12 mois, comme celui clos le 31/12/2017.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

4. Définition du périmètre de consolidation

Périmètre de consolidation

Entreprise consolidée	SIREN/ N° immatriculation	Siège social	Pays
Sidetrade SA	430007252	114, rue Galliéni, Boulogne Billancourt	France
Sidetrade UK Limited	07742637	2nd Floor, Waverley House 7-12 Noel Street, London, W1F 8GQ	Royaume Uni
Sidetrade Limited	530457	Behan House 10 Mount Street Lower Dublin 2	Irlande
Sidetrade B.V.	62973096	Johan Huizingalaan 763A 1066 VH Amsterdam	Pays Bas
BrightTarget Limited	09107017	Four Oaks House, Lichfield Road, Sutton Coldfield, B74 2TZ	Royaume Uni

Détention et mode de consolidation

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)	Date d'acquisition/ création
Sidetrade SA	Consolidante	100,00	100,00	N/A
Sidetrade UK Limited	Intégration globale	100,00	100,00	16/08/2011
Sidetrade Limited	Intégration globale	100,00	100,00	19/07/2013
Sidetrade BV	Intégration globale	100,00	100,00	27/03/2015
BrightTarget	Intégration globale	100,00	100,00	18/11/2016

Au 31 décembre 2018, le périmètre comprenait 5 sociétés comme à la clôture de l'exercice précédent.

Toutes sont intégrées globalement.

5. Variation du périmètre de consolidation

Aucune variation de périmètre n'a eu lieu au cours de l'exercice.

6. Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 avril 2019. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.

Un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecarts d'acquisition ».

Les écarts d'acquisition positifs sont amortis sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions. Selon la nouvelle réglementation, à compter de 2016, les écarts d'acquisitions ne sont pas amortis.

La valorisation des écarts d'acquisition est appréciée chaque année au regard des perspectives de rentabilité des entités concernées.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Immobilisations incorporelles

• Frais de recherche, frais de développement

Les frais de recherche, relatifs aux phases d'analyse préalable, sont comptabilisés directement en charges de l'exercice.

En application du règlement CRC 2004-06, les coûts de développement ne peuvent être comptabilisés à l'actif que s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale - ou de viabilité économique pour les projets de développement pluriannuels. Ceci implique de respecter l'ensemble des critères suivants :

- a) la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- b) l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- c) la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- d) la façon dont l'immobilisation incorporelle génèrera des avantages économiques futurs probables.
- e) la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ; et,
- f) la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les coûts de développement supportés préalablement à l'établissement de la faisabilité technique sont comptabilisés en charge au fur et à mesure de leur engagement.

Les frais de développement sont pour l'essentiel constitués des charges du personnel et des charges externes de sous-traitance affectés au développement des nouveaux modules du progiciel Sidetrade Network, à l'amélioration des versions existantes, à l'assurance qualité et aux tests, et des amortissements des actifs afférents au développement.

Traitement comptable des frais de développement relatifs à la nouvelle version du logiciel

Les frais de développement relatifs à la nouvelle version et aux releases antérieures du logiciel ont été comptabilisés en immobilisations incorporelles dans la mesure où la société considère que tous les critères d'activation sont remplis. Les frais de développement activés font l'objet d'un amortissement sur une durée de 3 ans qui correspond à la durée d'utilité de chaque version du logiciel.

• Logiciels

Il s'agit de logiciels acquis, amortis sur une durée comprise entre 1 et 5 ans, en mode linéaire.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon les modes et durées suivants :

	Durée de Vie	Mode
• Agencements, installations générales et spécifiques	Entre 5 et 9 ans	Linéaire
• Matériel de bureau et informatique	Entre 3 et 4 ans	Linéaire
• Mobilier	Entre 3 et 10 ans	Linéaire

Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les dépôts et cautionnements versés, comptabilisés à leur valeur d'origine et la quote-part de l'effort construction pouvant être immobilisée.

Les disponibilités allouées au contrat de liquidité sont également comptabilisées en autres immobilisations financières.

Actions propres

Les actions propres sont portées en diminution des capitaux propres pour leur valeur d'achat.

En cas de cession de ces actions à l'extérieur du groupe, le résultat de cession et l'impôt correspondant sont inscrits directement dans les réserves consolidées.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances clients est pratiquée au cas par cas lorsqu'un événement affectant la valeur de réalisation de la créance intervient (i.e. : redressement judiciaire, etc.).

Compte de régularisation actif

• Charges constatées d'avance

Il s'agit de charges payées ou comptabilisées dans l'exercice et imputables à l'exercice suivant.

• Produits à recevoir

Il s'agit de créances à recevoir durant le prochain exercice et imputable à l'exercice clos.

Valeurs mobilières de Placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées selon la méthode du coût historique. Une provision est comptabilisée dans le cas d'une moins-value latente.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les modalités de prise en compte du chiffre d'affaires et des coûts associés dépendent de la nature des contrats signés avec les clients.

• Prestations de services :

Pour les activités intégration du progiciel Sidetrade Network, conseil, formation ou assistance opérationnelle, audit et recouvrement contentieux, le chiffre d'affaires est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation des prestations.

• Progiciel Sidetrade Network :

La société commercialise son progiciel Sidetrade Network généralement sous forme de contrats annuels ou pluri annuels d'abonnement ou de prestations de maintenance (lorsqu'elles ne sont pas incluses dans le contrat d'abonnement au service). En conséquence, le chiffre d'affaires correspondant est reconnu mensuellement sur la base des volumes de flux traités.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

Engagements de retraite

En application de la méthode préférentielle préconisée par le règlement 99-02, une provision pour indemnités de départ à la retraite, ainsi que l'impôt différé afférent, est comptabilisée dans les comptes consolidés.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêt des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférent à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

A fin décembre 2018, le taux d'imposition retenu est de 28%.

Le Crédit d'Impôt Recherche est comptabilisé en subvention d'exploitation.

Il est comptabilisé en produits constatés d'avance lorsqu'il se rapporte à des frais de développement immobilisés et fait ensuite l'objet d'une reprise au fur et à mesure de l'amortissement de l'actif concerné.

Méthode de conversion des comptes des sociétés intégrées en devises

Lorsque les comptes des sociétés étrangères consolidées sont établis dans une devise autre que l'euro, la méthode de conversion retenue est la « méthode du taux de clôture » :

Les états financiers des filiales étrangères sont établis dans leur devise de fonctionnement, c'est-à-dire dans la devise qui est significative de l'activité de la filiale concernée.

La conversion de l'ensemble des actifs et des passifs est effectuée au cours de clôture en vigueur à la date du bilan et la conversion des comptes de résultats est effectuée sur la base du cours moyen annuel.

Les écarts de conversion liés à des comptes courants long terme sont comptabilisés directement en réserve de conversion. Au 31 décembre, le montant porté en capitaux propres s'élève à 22 K€. Les principales conversions sont liées aux écarts entre les euros et les GBP.

Les taux de conversion retenus sont :

Devise	Taux d'ouverture	Taux moyen	Taux de clôture
GBP	0,8872	0,8848	0,8945

Notes annexes sur les postes du bilan

1. Détail des écarts d'acquisition

Données en K euro	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Ecart d'acquisition	9 351	400	(33)	9 718
Amortissements des écarts d'acquisition	(820)			(820)
Valeur nette	8 530	400	(33)	8 897

Les écarts d'acquisition sont en augmentation de 400 K€ suite à l'estimation d'un complément de prix pour l'acquisition des sociétés BrightTarget, et Iko System en 2016 et de la société Data Publica en 2017.

2. Immobilisations incorporelles et corporelles

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Données en K euro	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Ecart d'acquisition	9 351	400	(33)		9 718
Frais de développement	2 661	200			2 861
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	308	3		2	313
Frais d'établissement	30				30
Immobilisations incorporelles	12 349	603	(33)	2	12 921
Constructions	27				27
Installations techniques, matériel & outillage	97	5		(53)	49
Autres immobilisations corporelles	1 855	335		47	2 237
Immobilisations corporelles	1 979	340		(6)	2 313
Immobilisations corporelles et incorporelles	14 328	943	(33)	(4)	15 234

L'augmentation des frais de développement (+200 K€) provient des activations réalisées sur l'exercice.

Les « concessions, brevets et autres droits similaires » correspondent à des logiciels acquis pour les travaux de développement.

La hausse des immobilisations corporelles durant l'exercice 2018 concerne l'acquisition de matériel informatique et d'infrastructure R&D.

Le détail des amortissements s'établit selon le tableau suivant :

Données en K euro	Ouverture	Dotation	Autres variations	Clôture
Amortissement des écarts d'acquisition	(820)			(820)
Amortissements des frais de développement	(2 287)	(203)		(2 491)
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(277)	(8)	()	(285)
Amortissements des frais d'établissement	(30)			(30)
Immobilisations incorporelles	(3 415)	(211)	()	(3 626)
Amortissements des constructions	(26)	()		(27)
Amortissements install tech. matériel & outil.	(65)	(10)	38	(36)
Amortissements des autres immobilisations corp.	(1 173)	(297)	(34)	(1 503)
Immobilisations corporelles	(1 264)	(307)	5	(1 566)
Immobilisations corporelles et incorporelles	(4 678)	(518)	4	(5 192)
Valeur nette	9 650			10 042

3. Immobilisations financières

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Données en K euro	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Prêts	211	25		236
Dépôts et cautionnements versés	360	10	(20)	349
Autres créances immobilisées	225		(111)	113
Immobilisations financières	796	35	(132)	699

Les prêts et dépôts concernent principalement :

- l'effort de construction (236K€)
- la caution pour le loyer du siège de Boulogne (117K€)
- la caution pour le loyer des locaux de Paris (122 K€)
- le gage sur prêt BPI (15 K€)

Les disponibilités restantes du compte de liquidité sont comptabilisées en créance immobilisée pour un montant de 113 K€.

4. Clients et comptes rattachés

Les créances clients se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	31/12/2018	31/12/2017
Créances clients	7 741	6 051
Clients douteux	348	455
Factures à établir	222	376
Valeur brute	8 311	6 882
Provisions	(795)	(1 013)
Valeur nette	7 516	5 869

Les provisions pour dépréciation clients (795 K€ au 31 décembre 2018) varient de la façon suivante :

Données en K euro	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Provisions pour dépréciation	(1 013)	(500)	717	(795)
Provisions pour dépréciation	(1 013)	(500)	717	(795)

Les charges de dotations aux provisions pour dépréciation des créances douteuses sont comptabilisées au poste « Dotations d'exploitation sur actif circulant » (500 K€)

Les produits de reprises sur provisions pour dépréciation des créances douteuses sont comptabilisés au poste « Produits d'exploitation – Reprises sur provisions » (717 K€).

Toutes les créances clients non dépréciées ont une échéance à moins d'un an.

5. Autres créances

Les autres créances se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	31/12/2018	31/12/2017
Fournisseurs , avances	351	219
Créances sur personnel	3	28
Etat, Impôt sur les bénéfices	3 435	1 566
Créances fiscales hors IS	555	502
Impôts différés - actif	511	282
Débiteurs divers	135	59
Autres créances	4 990	2 656

Au 31 décembre 2018, le poste « Impôts sur les bénéfices » inclut :

- le crédit d'impôt recherche (CIR) de l'année 2017 (1 373 K€) et 2018 (1 857 K€)
- le CICE 2017 (117 K€) et 2018 (86 K€)

La hausse de ce poste s'explique par le CIR et le CICE 2017 non remboursés au 31 décembre 2018 (1 490 K€).

Les fonds relatifs au CICE n'ont pas été utilisés pour financer une hausse des bénéfices distribués, ni pour augmenter les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans la société. La société entend ainsi utiliser ces fonds conformément aux objectifs poursuivis par le législateur.

Les impôts différés actifs incluent l'activation de reports déficitaires pour 168 K€ et l'impact du retraitement des actions propres pour 266 K€.

Les autres créances ont une échéance inférieure à un an à l'exception des impôts différés actifs.

6. Trésorerie nette

Données en K euro	31/12/2018	31/12/2017
VMP - Equivalents de trésorerie	730	987
Disponibilités	4 729	5 018
Trésorerie active	5 459	6 006
Concours bancaires (dettes)	1	
Trésorerie passive	1	
Trésorerie nette	5 459	6 006

7. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	31/12/2018	31/12/2017
Charges constatées d'avance - Loyers	115	141
Charges constatées d'avance - Autres	447	230
Charges constatées d'avance	562	371

Le poste « Autres » concerne principalement la location des logiciels pour 285 K€ au 31 décembre 2018.

8. Variation des capitaux propres consolidés

Données en K euro	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)
Au 31 décembre 2017	1 390	4 986	6 706	(3 023)	(24)	2 002	12 038
Affectation du résultat N-1			2 002			(2 002)	
Distribution/ brut versé							
Var. de capital en numéraire et souscrip	13	(13)					
Résultat						2 177	2 177
Autres augmentations, diminutions			(27)				(27)
Reclass, restruct., chang. de méth.			465	364			829
Ecart de conv. - Effet de change					(21)		(21)
Au 31 décembre 2018	1 403	4 973	9 145	(2 659)	(44)	2 177	14 995

Le montant de l'annulation des 76 180 actions propres détenues au 31 décembre 2018 dans le cadre du contrat de liquidité et de la détention d'actions propres s'élève à 2 659 K€.

Le retraitement des écarts de conversion est effectué en capitaux propres (22 K€).

Composition du capital

Au 30 juin 2018, le capital est composé de 1 402 881 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune, soit un capital social de 1 402 881 €. La variation par rapport à 2017, d'un montant de 12 900 euros, provient de l'augmentation de capital relative à l'émission de 12 900 actions gratuites définitivement acquises.

Plan d'attribution gratuite d'actions

Plan de juin 2017

La délégation a été donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 22 juin 2017 en vue d'attribuer gratuitement des actions au profit des salariés ou/et des mandataires sociaux éligibles de la Société dans la limite de 3% du capital, soit 41 700 actions. Cette délégation a été consentie pour une période de 36 mois à compter du 22 juin 2017.

Le conseil d'administration du 20 mars 2018 a arrêté une liste initiale de 32 personnes pouvant devenir bénéficiaires du plan d'attribution gratuite d'actions représentant un total de 13 456 actions soit une dilution maximale de 1,0%.

au 31/12/2018	PAG
Date d'assemblée	22/06/2017
Date de conseil d'administration	20/03/2018
Nombres d'actions autorisées	41 700
Nombres d'actions attribuées	13 456
Nombres d'attributions caduques	2 827
Nombres d'actions émises	
Nombre total d'actions pouvant être émises	-
Nombre total d'actions	10 629
- Dont mandataires sociaux	820
Nombre de personnes concernées	24
- Dont mandataires sociaux	1

Programme de rachat d'actions et contrat de liquidité

Au titre du contrat de liquidité confié à la société de Bourse Gilbert Dupont par le Groupe Sidetrade, les moyens qui figuraient au compte de liquidité à la date du 31 décembre 2018 étaient :

En K€	31/12/2018	31/12/2017
Nombre d'actions	76 180	88 852
Valorisation	2 659	3 023
Solde en espèce du compte de liquidité	113 182	224 625

9. Avances conditionnées

Données en K euro	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Emission titres part. & av. de l'Etat - courant	1 090	54	(145)	999
Avances conditionnées	1 090	54	(145)	999

Les avances conditionnées correspondent aux aides :

- comptabilisées précédemment chez IKO System pour 650 K€, soit une « Avance Innovation » octroyée par Bpifrance pour un total de 850 K€ dont 650 K€ versés en 2016 pour le développement d'une plateforme de prospection B2B. Cette aide fait l'objet d'un différé de remboursement.
- comptabilisées précédemment chez Data Publica pour 349 K€, soit une aide de Bpifrance pour un projet visant à collecter des données sur les entreprises, pour les valoriser auprès des services ventes et marketing des entreprises B2B.

10. Provisions pour risques et charges

Données en K euro	Ouverture	Dotation	Reprise	Autres variations	Clôture
Provisions pour risques	590	207	(52)	37	782
Provisions pour pensions et retraites	107	40			147
Provisions pour charges	51		(51)		
Provisions pour risques et charges	748	247	(103)		929

Les provisions pour risques au 31 décembre 2018 correspondent principalement à différents litiges prud'homaux (595 K€) et à une provision pour litige fournisseurs (187 K€)

Le calcul des engagements au titre des indemnités de départ à la retraite est conforme à la norme IAS 19 et le taux d'actualisation utilisé est de 2,0%. Le montant au 31 décembre 2018 s'élève à 147 K€ charges sociales comprises.

L'âge moyen des collaborateurs du Groupe Sidetrade présents au 31 décembre 2018 s'établit à 37.5 ans. L'ancienneté moyenne au 31 décembre 2018 ressort à 5 années.

La provision pour impôts relative au contrôle fiscale de 2014 a été reprise (51 K€).

11. Dettes financières

Les dettes financières se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Intérêts courus sur emprunts	1		(1)	
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	435		(45)	390
Dépôts et cautionnements reçus	3			3
Dettes financières	439		(46)	393

Sidetrade détient un emprunt précédemment comptabilisé chez Iko System. Cet emprunt octroyé par Bpifrance en 2016 concerne le financement des dépenses immatérielles liées au lancement industriel et commercial d'une innovation.

Son montant initial est de 300 K€ et le solde dû au 31 décembre 2018 est de 285 K€.

Sidetrade détient un emprunt précédemment comptabilisé chez Data Publica. Il s'agit d'un prêt participatif d'amorçage octroyé par le groupe OSEO d'un montant initial de 150 K€ dont le solde dû au 31 décembre 2018 est de 105 K€.

12. Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	Clôture	Ouverture
Fournisseurs	1 507	2 041
Factures non parvenues	682	373
Fournisseurs d'immobilisations		
Dettes fournisseurs	2 188	2 414

13. Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	Clôture	Ouverture
Congés payés	827	811
Provisions pour primes	415	260
Charges sociales	232	542
TVA à décaisser	1 158	1 068
Etat - autres charges	716	196
Autres	(4)	46
Etat - impôts sur les bénéfices	148	56
Dettes fiscales et sociales	3 492	2 979

La dette d'IS correspond principalement à une charge d'impôt de 137 K€ de la filiale Sidetrade UK.

Toutes les autres dettes ont une échéance à moins d'un an.

14. Autres dettes

Les autres dettes se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	Clôture	Ouverture
Clients avoirs à établir	24	390
Clients créditeurs	60	163
Autres dettes	682	1 233
Charges à payer	89	
Autres dettes	855	1 787

Les autres dettes sont principalement constituées, pour 400 K€, des compléments de prix estimés au 31 décembre 2018 pour l'acquisition de la société BrightTarget et de la société Iko System en 2016 et celle de la société Data Publica en 2017.

Les charges à payer concernent principalement un litige commercial (63 K€)

Toutes les autres dettes ont une échéance à moins d'un an.

15. Charges à payer

Les charges à payer se répartissent de la façon suivante :

Données en K euro	Clôture	Ouverture
Clients AAE	24	390
Fournisseurs FNP	682	2 414
Dettes fiscales et sociales	1 470	1 308
Congés payés	827	811
Provisions pour primes	415	260
Note de frais	4	12
Taxes sur les salaires	173	187
Divers	51	39
Charges à payer	2 176	4 113

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

16. Chiffre d'affaires

Au cours de l'exercice 2018, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires total de 24 068 K€ en croissance de 11% vs 2017.

Le chiffre d'affaires de l'exercice se répartit par ligne de services de la façon suivante :

En K euros		Activités et Services STN	Conseil & Audit	Total
	31/12/2018	23 669	399	24 068
	31/12/2017	20 767	861	21 628
Croissance		14%	-54%	11%

17. Autres produits d'exploitation

Données en K euro	2018	2017
Production immobilisée	200	230
Subventions d'exploitation	1 941	1 544
Reprise sur provisions d'exploitation, transferts de charges d'exploitation	819	1 325
Autres produits	2 242	2 416
Autres produits d'exploitation	5 203	5 515

Le poste « Subvention d'exploitation » correspond principalement au crédit d'impôt recherche représentant 1 862 K€ au titre de l'exercice 2018 :

- Une quote-part de 90 K€ de ce dernier a été différée en produits constatés d'avance correspondant à la partie liée aux frais de développement activés.
- 92 K€ des anciens produits constatés d'avance ont été constatés en résultat en 2018.

Le montant du CIR s'élevait à 1 473 K€ au 31 décembre 2017.

Les reprises de provisions concernent les provisions pour dépréciations clients (717 K€) et les provisions pour risques et charges (103 K€)

Le poste « Autres produits » correspond principalement à la refacturation des frais d'affranchissement au titre des prestations d'envoi de courriers dématérialisés (2 179 K€).

18. Impôts et taxes

Données en K euro	2018	2017
Impôts et taxes sur rémunérations	(77)	(112)
Autres impôts et taxes	(252)	(189)
Impôts et taxes	(329)	(301)

Les impôts et taxes incluent principalement la CVAE pour 190 K€.

19. Charges de personnel

Données en K euro	2018	2017
Rémunérations du personnel	(12 255)	(10 886)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(4 035)	(3 319)
Charges de personnel	(16 290)	(14 205)

Les charges de personnel s'établissent à 16 290 K€ et inclut le montant du CICE pour 86 K€
L'exercice 2018 ne fait pas l'objet de dotation à la réserve de participation des salariés.

20. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Données en K euro	2018	2017
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(211)	(422)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(307)	(34)
Dot. aux provisions d'exploitation	(207)	(225)
Dot/Prov. engagements de retraite	(40)	31
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(500)	(1 539)
Dotations d'exploitation	(1 265)	(2 190)

Les dotations aux amortissements incorporelles concernent principalement les frais de développement (203 K€).

Les dotations aux amortissements corporelles concernent principalement du matériel informatique et d'infrastructure R&D chez Sidetrade (225 K€).

Les dotations d'exploitation concernent une provision pour litige fournisseurs (187 K€) et une provision pour risques prud'homaux (20 K€).

Les dotations pour dépréciations des actifs circulants concernent les provisions statistiques clients.

21. Résultat financier

Données en K euro	2018	2017
Rep. sur provisions à caractère financier		
Rep./Dépr. sur actifs financiers	5	17
Gains de change sur opérations financières	25	(4)
Autres produits financiers	2	
Produits financiers	32	14
Charges d'intérêts	(15)	(5)
Pertes sur créances financières et VMP	(3)	
Pertes de change	(57)	(57)
Dot. dépr. sur actifs financiers	(3)	(19)
Charges financières	(78)	(82)
Résultat financier	(46)	(68)

Le résultat financier est essentiellement constitué de gains et pertes de change.

22. Résultat exceptionnel

Données en K euro	2018	2017
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs		89
Reprise de provisions		3
Autres produits exceptionnels		2
Produits exceptionnels		94
Amendes	(56)	(11)
Charges exceptionnelles sur exercices ant.	-	(46)
Pertes sur créances	-	(16)
Indemnités de rupture	(47)	(0)
Dotations aux provisions / amortissements	-	(3)
Charges exceptionnelles diverses	(61)	(29)
Charges exceptionnelles	(164)	(105)
Résultat exceptionnel	(164)	(10)

Les charges exceptionnelles intègrent principalement le paiement d'un litige commercial pour 63 K€, des indemnités transactionnelles pour 47 K€ et les redressements du contrôle fiscal 2014 pour 39 K€.

23. Frais de recherche et frais de développement

L'ensemble des frais de recherche et des frais de développement l'exercice s'élève à 5 525 K€ euros et comprend essentiellement des salaires (y compris charges sociales) ainsi que des charges de sous-traitance externe.

Au titre de l'exercice 2018, Sidetrade a activé 200 K€ de frais de développement.

24. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts

Données en K euro	2018	2017
Impôt sur les bénéfices	(219)	(165)
Crédits d'impôt		8
Impôts différés	256	104
Impôts sur les résultats	37	(52)

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Données en K euro	
Résultat avant impôt	2 140
Taux d'impôt de l'entité consolidante	33,33%
Impôt théorique	(713)
Effets des dispositions fiscales particulières (CIR)	513
Effets des différences de taux	217
Activation des déficits	10
Effets des différences de base	10
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	37
CHARGE D'IMPOT REELLE	37

Les effets des dispositions fiscales concernent principalement le reclassement du CIR en subventions (1 860 K€).

Les différences de taux concernent les taux d'imposition des filiales étrangères.

Autres Informations

25. Effectifs

L'effectif au 31 décembre 2018 est de 218 salariés.

L'effectif se décompose en :

- 148 hommes et 70 femmes
- 216 CDI, 1 CDD, 1 contrat professionnel
- 110 Cadres, 15 Employés et Agents de Maîtrise et 93 autres statuts (filiales étrangères)

L'effectif moyen sur l'exercice a été de 222 personnes.

26. Engagements hors-bilan

En K€	2018	2017
Cautions de contre-garantie sur marchés		
Nantissement, Hypothèques et suretés réelles		
Avals, cautions et garanties données	122	141
Autres engagements donnés		
Total des engagements donnés	122	141
Cautions de contre-garantie sur marchés		
Nantissement, Hypothèques et suretés réelles		
Avals, cautions et garanties reçues		
Autres engagements reçus		
Total des engagements reçus	0	0

Les engagements donnés concernent les engagements longue durée des véhicules de société (122 K€).

27. Rémunérations des commissaires aux comptes

En Euros	Montant		%	
	2018	2017	2018	2017
Audit				
* Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	42 865	43 344	100%	100%
- Emetteur	31 318	30 554	73%	70%
- Filiales intégrées globalement	11 547	12 790	27%	30%
* Autres diligences et prestations directement liées				
- Emetteur				
- Filiales intégrées globalement				
Sous-total	42 865	43 344	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
* Juridique, fiscal, social				
* Autres				
Sous-total				
Total	42 865	43 344	100%	100%

28. Rémunération des dirigeants

La rémunération des membres des organes de direction n'est pas indiquée car elle reviendrait à signifier une rémunération individuelle.

29. Engagements relatifs aux emprunts bancaires

Sidetrade détient un emprunt de 300 K€ précédemment comptabilisé chez Iko System.

Cet emprunt octroyé par Bpifrance en 2016 (taux effectif global : TME+2.57 points) concerne le financement des dépenses immatérielles liées au lancement industriel et commercial d'une innovation. Le solde dû au 31 décembre 2018 est de 285 K€.

Sidetrade détient un emprunt précédemment comptabilisé chez Data Publica. Il s'agit d'un prêt participatif d'amorçage sur 8 ans octroyé par Bpifrance en 2013 (taux effectif global : moyenne Euribor 3 mois + 3,8%) d'un montant initial de 150 K€ dont le solde dû au 31 décembre 2017 est de 135 K€. Le solde dû au 31 décembre 2018 est de 105 K€.

30. Engagements relatifs aux compléments de prix

Les compléments de prix comptabilisés au 31 décembre 2017 ont été versés sur le premier semestre 2018.

Un complément de prix de 400 K€ a été estimé au 31 décembre 2018 pour l'acquisition de la société BrightTarget et de la société Iko System en 2016 et celle de la société Data Publica en 2017.

Les compléments de prix qui pourront s'exercer sur 2019 relatifs à l'acquisition de BrightTarget, Iko System et Data Publica ne sont pas évalués à ce jour.

31. Résultat de base par action

Le résultat net par action est calculé avec au numérateur le résultat net de l'ensemble consolidé, 2 177 007 euros en 2018 (2 001 643 euros en 2017) et au dénominateur : le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice 2018 soit 1 399 301 actions (1 387 605 actions en 2017).

En euros	31/12/2018	31/12/2017
Résultat	2 177 007	2 001 643
Nombre d'actions	1 402 881	1 389 814
Nombre d'actions moyen	1 399 301	1 387 605
Nombres d'actions diluées	1 431 156	1 418 089
Résultat par action	1,556	1,443
Résultat net dilué par action	1,521	1,412

32. Information sur les comptes sociaux des filiales

SIDETRADE Limited (N° d'immatriculation : 530457)

Sidetrade Limited (n° d'immatriculation : 530457) est une filiale incluse dans les états financiers consolidés de Sidetrade SA.

Elle a eu recours à l'exemption de dépôt de ses états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 auprès du « Company Registration Office » comme le permet l'article 357 du « Companies Act 2014 », au motif qu'elle satisfait aux conditions énoncées aux alinéas 357 a) à 357 h) de cet article.

SIDETRADE UK Limited (N° d'immatriculation : 07742637)

Sidetrade UK Limited (n° d'immatriculation : 07742637) est une filiale incluse dans les états financiers consolidés de Sidetrade SA.

Elle est dispensée de l'audit requis par le « Companies Act» pour ses états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018 en vertu de l'article 479 A du «Companies Act 2006 ».

BrightTarget Limited (N° d'immatriculation : 09107017)

Bright Target Limited (n° d'immatriculation : 09107017) est une filiale incluse dans les états financiers consolidés de Sidetrade SA.

Elle est dispensée de l'audit requis par le « Companies Act» pour ses états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018 en vertu de l'article 479 A du «Companies Act 2006 ».